

Des actions de protestation dans différents secteurs

Tension sur le front social

• Béjaïa / Les travailleurs d'Alcost en grève illimitée



Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

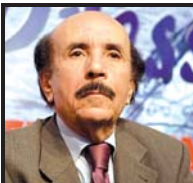
Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5351 - Jeudi 15 avril 2021 - Prix : 10 DA

AGE de la FAF ce soir à l'hôtel Sheraton

Simple formalité pour Charaf-Eddine Amara

Page 15



Le cinéaste sera chargé de la culture et de l'audiovisuel

Ahmed Rachedi nommé Conseiller auprès du président de la République

Page 7

Le gouvernement de Dbeibah est-il vraiment un gouvernement de transition ?

Par Mohamed Habili

L'autre jour, abordant la question de savoir si le gouvernement de transition libyen, emmené par Abdelhamid Dbeibah, se concevait ou non lui-même comme provisoire, c'est-à-dire comme disposé à rendre le tablier dès lors que les élections générales prévues pour le 24 décembre ont eu lieu, force nous avait été d'adopter la politique du «wait and see» mais tout en restant vigilant. Certes, le fait même de se poser la question, est en soi une réponse, sauf que c'est à moitié seulement. Dbeibah avait alors fait deux déplacements, l'un à Paris et l'autre au Caire. Il vient de faire un troisième, dont le moins que l'on puisse dire est qu'il était prévisible. Il s'est en effet rendu à Ankara, où comme pour les fois précédentes, il a été reçu avec les honneurs dus à un chef d'Etat, ce qu'il n'est pas. Aujourd'hui, en Libye, ce titre reviendrait plutôt à Mohamed el-Menfi, le chef du Conseil présidentiel. Si l'on n'avait pas su de quoi il avait bien parlé avec ses interlocuteurs lors de ces deux premiers voyages, on sait en revanche quels sujets il a abordés avec le président Erdogan, du moins pour une partie d'entre eux.

Suite en page 3

«Il faut revenir au financement par le budget d'investissement»

L'économiste Kaoubi plaide pour le sauvetage des entreprises en difficulté



Ph/D. R.

Une croissance qui recule pour atteindre des taux négatifs, beaucoup d'entreprises sont en difficulté et d'autres ont baissé carrément le rideau, une machine productive à l'arrêt, ... C'est le constat alarmant de l'analyste économique Mahfoudh Kaoubi qui appelle à «revenir à un financement par le budget d'investissement» pour remettre la machine sur les rails.

Page 2

Tizi Ouzou

La flambée des fruits et légumes au rendez-vous

Page 16

Ministère de l'Environnement

Ramadhan : appel à bannir le jet anarchique des ordures

Page 4

«Il faut revenir au financement par le budget d'investissement»

L'économiste Kaoubi plaide pour le sauvetage des entreprises en difficulté

■ Une croissance qui recule pour atteindre des taux négatifs, beaucoup d'entreprises sont en difficulté et d'autres ont baissé carrément le rideau, une machine productive à l'arrêt, ... C'est le constat alarmant de l'analyste économique Mahfoudh Kaoubi qui appelle à «revenir à un financement par le budget d'investissement» pour remettre la machine sur les rails.



Mahfoud KAOUBI
Analyste économique

suggéré «des actions réelles, dans le sens qui profitent aux entreprises avec des créances lourdes sur l'administration et qui ne sont payées qu'au compte-gouttes». Autrement, s'est-il interrogé, «comment veut-on que ces entreprises maintiennent leurs activités?».

L'analyste financier Mahfoud Kaoubi a estimé que la reprise de l'investissement est «le seul moyen qui permettra de redémarrer la machine économique». La problématique, selon lui, n'est autre que celle de «la difficulté du financement de l'investissement». Et manifestement, rien n'est fait ou ne sera fait pour désamorcer concrètement la relance, a-t-il admis. «Beaucoup de projets sont gelés, faute de financement, parce qu'actuellement on s'installe dans la crise du financement de l'investissement qui se pose avec acuité aussi bien pour le secteur public via le

Trésor et le secteur privé par les banques», a-t-il expliqué. «Les entreprises vivent aussi une incertitude et un manque de visibilité dans la mesure où beaucoup de mesures, même de faibles impacts, n'ont pas été appliquées dans la réalité avec la sérénité et le sérieux requis», a-t-il ajouté avec regret. C'est là toute la différence qui existe entre les décisions qui sont annoncées et la réalité du terrain, a-t-il relevé. Pour conclure, l'économiste a estimé que, certes, on a perdu beaucoup de temps, parce qu'on a cru que la crise n'allait pas s'installer de la sorte sachant que cachée derrière le Covid, on attend la reprise significative des marchés pétroliers principalement et a préconisé de revenir à un schéma classique qui n'a pas été, selon lui, opérant avant : «un financement par le budget d'investissement».

L. A. R.

Par Louisa Ait Ramdane

La situation économique se caractérise par un inquiétant immobilisme. Beaucoup d'entreprises souffrent de cette situation, dont certaines ont même déposé leurs bilans, précise l'analyste économique Mahfoudh Kaoubi. Il constate que «le niveau d'activité de certaines est très faible. Ce qui se traduit par des licenciements ou un gel de recrute-

ment». En finalité, a-t-il dit, nous avons une croissance qui est pratiquement dans un état statique après un recul très sensible en 2020, avec un taux de -6,5 %, sous l'effet des problèmes d'approvisionnement manifestes.

Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, l'économiste a suggéré de revoir la copie de la relance économique, car, a-t-il expliqué, «au-delà des annonces et des manifestations d'intérêt

matérialisées par des PV et des recommandations, des commissions, la réalité est là, l'investissement ne reprend pas». Selon lui, l'on s'attendait à ce que le gouvernement soit plus agressif via des mesures plus audacieuses et concrètes, regrettant que la «chose n'a pas été faite». «Nous voilà face à des problèmes que vivent aussi bien les entreprises que les individus», a constaté encore une fois Mahfoudh Kaoubi.

Pour rattraper le retard, il a

Bilan des dernières 24 heures Virus : 176 nouveaux cas et 4 décès

L'Algérie a enregistré 4 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de plus qu'hier (3), portant à 3 141 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une nouvelle hausse, avec 176 cas, soit 22 cas de plus par rapport au bilan d'hier (154), pour atteindre, au total, 118 975 cas confirmés.

R. N.

Benziane au sujet du concours d'accès au doctorat

«Il est impossible de répondre à la demande d'augmentation des places pédagogiques»

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a affirmé qu'il était impossible de répondre à la demande d'augmentation du nombre de places pédagogiques, soumise par des candidats au concours d'accès au cycle de doctorat.

Dans un post publié sur sa page officielle Facebook, M. Benziane qui a fait savoir que son département a reçu des

demandes de candidats au concours d'accès à la formation en doctorat pour une augmentation des places pédagogiques, a précisé que le nombre de ces places est fixé par la Commission de la formation en doctorat en fonction des capacités d'encadrement et de supervision.

La détermination du nombre intervient également en fonction des capacités d'accueil au niveau des laboratoires de

recherche et selon les moyens et les équipements disponibles, a-t-il ajouté.

M. Benziane a, en outre, précisé que l'organisation de ces concours «est soumise à des procédures réglementaires strictes», impliquant l'avis des Conseils scientifiques, des commissions de formation en doctorat dans les établissements universitaires habilités, des présidents des établissements universitaires, des experts des

conférences régionales et du Comité national de qualification.

Suivant ces critères et procédures, un arrêté ministériel est promulgué au titre de chaque année universitaire, lequel fixe la liste des établissements universitaires qualifiés en vue d'assurer la formation dans ce cycle, ainsi que le nombre des places pédagogiques disponibles dans chaque spécialité.

L. O.

Agriculture

Une plateforme numérique pour la vente des viandes et produits agricoles

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a lancé, hier à Alger, une plateforme numérique pour la vente des produits agricoles directement du producteur aux consommateurs, en leur assurant «des produits de qualité à des prix concurrentiels».

Baptisé Elfirma.dz, le site web contient des informations sur

300 points de vente publics relevant du ministère et 200 points privés et exploitations agricoles disponibles à travers plusieurs wilayas du pays, a expliqué le directeur général de l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (Onilev), Mohamed Kharoubi, à l'occasion du lancement de ce site web. «L'objectif est de mettre sur le

Marché des produits frais de bonne qualité». Pour sa part, le conseiller chargé de la numérisation auprès du ministère, Slim Sahli, a indiqué que la plateforme permettra au citoyen de localiser, via une carte géographique, les producteurs et les points de vente les plus proches de son domicile, les informations les concernant (nom, téléphone,

adresse) ainsi que les produits disponibles sur ces marchés.

Parmi ces produits commercialisés, il a énuméré les fruits et légumes, les viandes rouges et les viandes blanches ainsi que le lait et les produits laitiers.

Outre la lutte contre la spéculation, cette nouvelle application, opérationnelle toute l'année, permettra de donner plus de visibili-

té aux agriculteurs et aux producteurs qui souhaiteraient commercialiser leurs produits sans intermédiaires. Un formulaire électronique a été mis en place de sorte à permettre à n'importe quel opérateur ou producteur d'intégrer la plateforme selon des conditions définies par le concepteur du site, a-t-il indiqué.

K. L.

Des actions de protestation dans différents secteurs

Tension sur le front social

■ Le front social vit ces derniers jours au rythme des mouvements de grève, parfois sauvages ou alimentés de rumeurs, qui perturbent différents secteurs. Après un calme qui aura duré plusieurs mois, des travailleurs, syndiqués ou non, manifestent leur colère quant à leurs conditions socioprofessionnelles.

Par Aomar Fekrache

Avant-hier était le deuxième jour de grève dans le secteur de l'Education. Cette action de protestation à laquelle a appelé le Cnapeste a été partiellement suivie, mais renseigne sur la persistance de problèmes que l'on tarde à régler dans ce secteur névralgique. Cette année, les débats portaient sur la possibilité ou non d'achever à temps les programmes scolaires, et tout débrayage ne fera qu'empirer une situation déjà aléatoire. Cette grève, faut-il le rappeler, a été décidée suite à l'échec d'une rencontre entre le syndicat et la tutelle. Les revendications exprimées portaient, entre autres, sur «l'augmentation des salaires, la majoration du point indiciaire, le rétablissement de la retraite anticipée». Des revendications certes difficiles à prendre en charge dans leur totalité, en cette conjoncture économique difficile, mais ne pas parvenir à un accord avec des concessions de part et d'autre est déconcertant. La décision du ministère d'appliquer des ponctions sur les salaires des grévistes n'est pas pour arranger les choses. L'autre grève qui ne révèle pas tous ses secrets mais qui renseigne sur un marasme jusque-là camouflé, n'est autre que celle enclenchée, sans préavis, par les travailleurs d'Algérie Poste. Depuis avant-hier, des citoyens sont dans l'impossibilité de retirer leur argent suite à la suspension du service dans de nombreuses agences postales. «Grève sauvage» décidée à la veille du mois de ramadhan, mais



PHD.R.

cela, à lui seul, ne cerne pas cette action de protestation qui pénalise des milliers de simples citoyens. L'on apprend que dans la soirée d'avant-hier, la direction générale de l'entreprise a indiqué dans un communiqué, en réponse aux doléances des employés, que «la prime d'encouragement sera versée durant ce mois de ramadhan». Pour les revendications liées aux primes individuelle et collective, le dossier des travailleurs suspendus et le réaménagement des horaires de travail, l'entreprise a signalé que «toutes les mesures inhérentes à leur satisfaction ont été prises, néanmoins, leur mise en application dépend de l'installation du syndicat de l'entreprise». La grève qui se poursuivait hier, est la preuve que les employés ne croyaient pas trop en les engagements de leurs responsables hiérarchiques. La semaine dernière, c'est le Collectif des syndicats de la santé qui avait organisé un mouvement de grève pour appeler à

la satisfaction des revendications socioprofessionnelles, dont certaines remontent à plusieurs années. Les représentants du Collectif regroupant 3 syndicats, à savoir le Syndicat national des enseignants et chercheurs universitaires (Snechu), le Syndicat national des praticiens de la santé publique (Snpsp) et le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP), avaient appelé les pouvoirs publics à «l'application des droits octroyés par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur des fonctionnaires du secteur, notamment après la propagation du Covid-19». Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, avait affirmé la veille que toutes les revendications «légitimes» des professionnels du secteur seraient prises en charge, notant que la grève, annoncée par le Collectif des syndicats de la santé est un «droit garanti par la Constitution». Par ailleurs, le Comité national des travailleurs des Douanes a

démenti, en ce début de semaine, le faux préavis de grève des agents de douane relayé sur les réseaux sociaux, niant tout lien avec ce préavis «mensonger» dont la source est «inconnue». C'est dire que certaines parties n'hésitent pas à faire appel aux rumeurs et au mensonge pour nourrir la discorde, quitte à recourir aux fake news. Mais d'autres actions de protestation sont annoncées, faisant craindre que la boîte de Pandore soit ouverte. Hier, c'était le Syndicat autonome des fonctionnaires des impôts qui a appelé, dans un communiqué, à trois jours de grève, à partir du 20 avril prochain. Les revendications exprimées sont d'ordre socioprofessionnel, liées notamment aux salaires. Mardi, les travailleurs de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade) ont entamé une grève nationale de trois jours pour revendiquer l'amélioration de leurs conditions de travail.

A. F.

Béjaïa

Les travailleurs d'Alcost en grève illimitée

Les travailleuses et travailleurs de l'unité de Béjaïa de l'Algérienne du costume (Alcost), filiale de l'entreprise C&H du groupe Getex et située sur le boulevard des Aurès, sont en grève depuis une semaine.

L'unité est paralysée suite à un conflit au sein de l'entreprise qui emploie 720 travailleurs qui s'est encore corsé avec le recours de la direction à la justi-

ce pour interrompre le mouvement de grève illimitée. Au moins 10 travailleuses ont été convoquées par la justice.

Une situation qui a accentué leur colère et «demander le départ du premier responsable», déclare un travailleur sur la radio locale.

Les travailleurs grévistes revendiquent «l'augmentation des salaires, les différentes primes celle sur le bénéfice et un

classement par catégories». Ils demandent «la fin de l'injustice, de la pression et des promotions aux travailleurs cumulant un bon nombre d'années d'expérience». Sur une banderole géante accrochée au portail principal de cette usine spécialisée dans la confection de vêtements pour hommes et femmes, des tenues de sport et de loisirs et des articles imperméables, il est mentionné : «Pour sauver notre unité, nous deman-

sons le départ du directeur et de ses trois larbins». Pour rappel, un mouvement de grève similaire avait été mené en mai 2019 sous l'égide de la section syndicale, par les travailleurs qui avaient mis en avant les mêmes revendications. Cependant, le mouvement mené cette fois-ci est spontané et les travailleurs n'ont pas voulu impliquer le syndicat pour des raisons que nous ignorons.

H. Cherfa

Fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie

Arkab reçoit le président de la FNTPGC

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, hier au siège du ministère (Alger), le président de la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie (FNTPGC), Hamou Touahria, dans le cadre de «la consécration de la communication de proximité permanente» entre les différents établissements du secteur de

l'Energie et des Mines.

Lors de cette rencontre qui s'est tenue en présence du chef de cabinet du ministère et des membres de la FNTPGC, M. Arkab a souligné le souci de son département d'assurer la stabilité du secteur et de consacrer la communication de proximité, précise un communiqué du ministère.

Selon la même source, le

ministre a abordé les dossiers les plus importants concernant le secteur, ainsi que les voies et moyens de soutenir la ressource humaine au sein des établissements du secteur, étant un facteur essentiel de maintien du rythme de production et d'amélioration du service au profit du citoyen.

La FNTPGC fait partie des 32 fédérations du pays, et en est la

plus importante avec plus de 170 000 travailleurs affiliés à l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta) et répartis à travers toutes les wilayas du pays. La FNTPGC joue un rôle important dans la coordination entre les syndicats des établissements relevant des deux secteurs de l'Energie et de l'Industrie, indique le communiqué.

K. N.

LA QUESTION DU JOUR

Le gouvernement de Dbeibah est-il vraiment un gouvernement de transition ?

Suite de la page une

Dbeibah a reconduit avec le président turc tel quel l'accord sur la délimitation des frontières maritimes entre leurs deux pays conclu du temps du gouvernement d'union nationale de Fayaz el-Serraj. On se rappelle la force du rejet suscité par cet accord chez les pays de l'est de la Méditerranée, chez la Grèce et l'Egypte en particulier, pour lesquelles il était nul et non avenu. A priori, un Exécutif dont la principale et même l'unique mission est d'organiser dans les meilleures conditions possibles des élections marquant la fin de la transition n'a pas à passer des traités avec qui que ce soit. Quand l'accord maritime en question serait le meilleur possible à la fois pour la Turquie et la Libye, et que de surcroît il ne soulèverait pas d'objection de la part des pays voisins, ce ne serait pas encore à un gouvernement de transition de le passer, ni de le confirmer s'il existe déjà. Un gouvernement de transition qui se conçoit comme tel laisserait cette tâche au gouvernement qui serait élu dans les quelques mois qui viennent. En particulier, il se garderait de passer un accord bilatéral avec qui que ce soit en une matière qui par sa nature même requiert l'entente de tous. Pendant que Dbeibah était à Ankara, le ministre grec des Affaires étrangères était à Benghazi, officiellement pour rouvrir le consulat de son pays. Il est douteux que cette coïncidence soit le fait du hasard. Il est à craindre que ce soit là le premier signe que le clivage est-ouest en Libye n'est pas dépassé, sous prétexte que le gouvernement Dbeibah est reconnu aussi bien par Tobrouk que par Tripoli. En tout cas une chose est d'ores et déjà certaine, Dbeibah ne s'est pas comporté à Ankara comme quelqu'un qui n'est en poste que pour organiser des élections somme toute pas si éloignées dans le temps. Le ministre grec a tenu à rappeler depuis Benghazi que le plus urgent pour la Libye était le départ des forces étrangères. Il ne semble pas en effet que ce sujet ait été abordé entre Dbeibah et Erdogan. Or c'est surtout de cela qu'il aurait dû être question entre eux.

M. H.

Ministère de l'Environnement

Ramadhan : appel à bannir le jet anarchique des ordures

Le ministère de l'Environnement a appelé les citoyens à éviter les comportements négatifs susceptibles de porter préjudice à leur environnement, à leur tête, la consommation excessive et le jet anarchique des ordures.

Par Hocine H.

Dans un communiqué à l'occasion de l'avènement du mois de ramadhan, le ministère de l'Environnement a exhorté au bannissement du jet anarchique des déchets, au respect des horaires de dépôt des ordures, qui doivent être mis dans les bacs destinés à cet effet et non sur la chaussée et la rue ou les espaces de loisirs, de promenade et de détente.

Préconisant une consommation rationnelle du pain, la même source appelle les citoyens à déposer les restes de ce produit dans les lieux qui leur sont réservés pour pouvoir être récupérés.

Pour le ministère de l'Environnement, «la propreté de l'environnement ne relève pas uniquement des agents de l'hygiène, d'où l'impératif du changement de mentalités». A ce propos, les citoyens sont appelés à ne pas céder à la consommation

excessive de nourriture et de boissons afin de réduire le volume de déchets domestiques.

Par ailleurs, le même département ministériel prône l'encouragement des initiatives au niveau des cités, en coordination avec les services en charge du nettoyage et la généralisation du tri sélectif des déchets ménagers.

Recommandant, d'autre part, l'utilisation de couffins ou de sacs en tissu au lieu des sachets en plastique, dont la durée de dégradation dans la nature est estimée à 400 ans, le ministère de l'Environnement insiste sur l'importance du nettoyage des marchés et de la sensibilisation des commerçants et bouchers aux dangers du jet anarchique des restes de leurs marchandises.

Dans le même contexte, un appel est lancé pour «un achat responsable» en fonction des besoins et en évitant la multiplication des emballages, rappelant que le volume des déchets augmente considérablement durant le ramadhan, en raison de la hausse des niveaux de consommation de tous les produits alimentaires, y compris le pain, qui enregistre des taux de gaspillage allant jusqu'à 600 tonnes par jour.

Evocant une augmentation de déchets de 10 %, la même source précise qu'il s'agit prin-



cipalement des résidus alimentaires et de déchets plastiques à usage unique, ce qui reflète «la frénésie de consommation» enregistrée au cours de ce mois.

Le ministère de l'Environnement déplore, par ailleurs, des phénomènes de combustion d'ordures au beau milieu ou à proximité des sites résidentiels ainsi que de mauvaises herbes sèches, ce qui conduit à la pollution de l'environnement et nuit à la santé des personnes.

Entre autres aspects négatifs observés, le ministère évoque le jet anarchique de déchets animaux et végétaux par des bouchers et des commerçants, faisant état de plus de 500 000 quintaux de légumes jetés sur 10 millions

achetés. Le mois de ramadhan enregistre également une large utilisation de sacs en plastique et une consommation irrationnelle de diverses boissons en bouteilles plastiques, avec tout l'impact négatif de ces comportements sur la santé de l'homme et l'environnement dans lequel il vit, déplore encore la même source.

H. H.

Solidarité durant le mois de ramadhan
Ooredoo accueille le mois sacré par le lancement de plusieurs actions citoyennes

Toujours fidèle à ses actions de charité et de bienfaisance durant chaque mois de ramadhan, Ooredoo, en tant qu'entreprise citoyenne, accueille le mois sacré de cette année par le lancement d'une série d'actions citoyennes à travers plusieurs wilayas du pays.

En partenariat avec l'Association nationale SOS 3^e âge en détresse Ihcène, Ooredoo lance une large opération de solidarité touchant de nombreuses wilayas à travers tout le territoire national et ce, durant les 30 jours du mois de ramadhan.

Il s'agit principalement de l'ouverture, dans plusieurs wilayas, de salles de restauration Iftar Abir Sabile au profit de jeûneurs parmi les passagers, les ouvriers, et ceux qui se trouvent loin de leurs familles et la distribution de couffins aux nécessiteux.

Ainsi, Ooredoo et son partenaire organisent durant le mois sacré des circoncisions collectives des enfants et des cérémonies en hommage à Hafadah Al-Qou'an.

Par cette série d'actions citoyennes en ce mois de piété, de partage et de solidarité, Ooredoo réitère son engagement auprès de son partenaire l'Association Ihcène et exprime son engagement profond dans la société algérienne.

Tindouf

Plus de 30 puits pastoraux à restaurer et équiper

Plus de 34 puits pastoraux disséminés à travers les zones pastorales de la wilaya de Tindouf seront réhabilités et équipés en kits solaires, dans le cadre d'une opération projetée par la Direction des services agricoles (DSA). Retenue au titre du Fonds national de développement rural,

l'opération vise à renforcer et encourager l'élevage mais aussi à prendre en charge les préoccupations des éleveurs des régions d'El-Kéhal, Hassi-Mounir, Oum-Laassel, Hassi-Khebbi, Sebti, Oued El-Ma et Tindouf, a indiqué le directeur par intérim de la DSA, Mohamed Fakir.

L'opération, dont les procé-

dures sont à un stade avancé, devrait satisfaire les doléances soulevées par les éleveurs dans cette wilaya, a-t-il précisé.

La DSA a mené, dans ce cadre, en coordination avec les partenaires concernés, des sorties sur le terrain pour identifier et déterminer les points suggérés par les éleveurs en vue de

bénéficier de travaux de réhabilitation et d'équipement en kits solaires, a ajouté M. Fakir.

La réalisation de cette opération, qui cible les puits dégradés du fait des aléas naturels, devrait répondre aux préoccupations des éleveurs en matière de mobilisation de l'eau pour l'abreuvement.

Hani Y.

Ghardaïa et El-Menea

Les trois-quarts du cheptel vaccinés contre la peste des petits ruminants

Le taux de couverture vaccinale contre la peste des petits ruminants a atteint 72,48 % du cheptel ovin et caprin, soit plus de 241 454 têtes dans les wilayas de Ghardaïa et El-Menea, a-t-on appris, hier, auprès de l'Inspection vétérinaire relevant de la Direction des services agricoles de Ghardaïa.

Lancée en février dernier par les services vétérinaires du ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADR), dans le cadre du programme national de lutte contre la PPR 2019/2021, cette opération de masse dans sa phase finale a

touché 215 816 ovins (dont 186 934 brebis) et 25 638 caprins (dont 19 652 chèvres), a précisé le responsable du réseau d'épidémie surveillance de l'Inspection vétérinaire de la wilaya de Ghardaïa, Ishak Ketila.

La stratégie de lutte contre la PPR prévoit également une vaccination «gratuite et généralisée» du cheptel ovin et caprin de l'ensemble des wilayas de l'extrême sud (Tindouf, Adrar, Tamanrasset et Illizi) limitrophes avec les pays subsahariens considérés comme zones à haut risque vis-à-vis de cette maladie suite aux opérations de transhumance et

mouvement transfrontalier du cheptel, a précisé M. Ketila.

Pour renforcer le matelas immunitaire des petits ruminants dans le pays, les responsables de la santé animale ont décidé la vaccination de l'ensemble du cheptel «petit ruminant» de plus de quatre mois des trois wilayas tampons aux wilayas de l'extrême sud, à savoir Bechar, Ghardaïa et Ouargla, a-t-il expliqué. La vaccination du cheptel petit ruminant des wilayas de Ghardaïa et El-Menea est réalisée par une trentaine de vétérinaires privés mandatés par les pouvoirs publics, en partenariat

avec l'ensemble des acteurs (éleveurs, Chambre d'agriculture et Union des paysans algériens).

Le responsable du réseau d'épidémie surveillance de l'Inspection vétérinaire a assuré que cette opération sera achevée conformément au planning élaboré par l'Inspection vétérinaire de la wilaya et que 341 000 doses de vaccin contre cette zoonose ont été mobilisées et seront renforcées par un quota supplémentaire, suite à la forte demande des éleveurs en transhumance, venus particulièrement de la wilaya de Djelfa.

K. L.

Le Brent en hausse

■ Les prix du pétrole étaient en hausse hier, portés par des données encourageantes pour la demande d'or noir partagées par l'Opep et l'AIE, avant des stocks de brut aux Etats-Unis attendus en baisse plus tard dans la journée.



PH.D. R.

Par Salem K.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 64,71 dollars à Londres, en hausse de 1,63 %.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de mai s'appréciait aussi de 1,63 %, à 61,16 dollars.

«Les fondamentaux du marché pétrolier sont désormais plus solides», a estimé, hier, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), en revoyant à la hausse ses prévisions de la demande pour 2021, sur fond de perspectives économiques plus encourageantes.

Après une chute historique l'an dernier, la demande devrait

ainsi croître de 5,7 millions de barils par jour cette année, pour atteindre 96,7 millions de barils par jour.

La veille, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'était déjà montrée un peu plus optimiste pour la demande mondiale de pétrole cette année, au moment où elle s'apprête à assouplir les coupes dans sa production, avec un rebond mondial de la demande de brut attendu désormais à 6 millions de barils par jour en 2021.

Le marché attend également beaucoup des prochaines données sur les stocks de pétrole brut aux Etats-Unis, publiées par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) plus tard dans la journée.

Mardi, la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux Etats-Unis, l'American Petroleum Institute (API) a indiqué que ceux-ci avaient baissé de 3,6 millions de barils dans le pays la semaine passée.

Selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, ils s'attendent à une baisse de l'ordre de 2,7 millions de barils dans les données de l'EIA.

Mardi : les prix du pétrole terminent en hausse avant les stocks américains

Les prix du pétrole ont terminé en hausse mardi, avant l'état des stocks américains qui a été

publié hier bénéficiant de l'absence de progrès dans les discussions sur le nucléaire iranien, ce qui éloigne un peu plus la perspective de revoir des barils de Téhéran sur le marché.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin a terminé à 63,67 dollars, en hausse de 39 cents ou 0,61 % à Londres.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de mai a gagné 48 cents ou 0,80 % à 60,18 dollars.

«Les craintes de représailles iraniennes après l'attaque de son installation de traitement nucléaire sont susceptibles de soutenir les prix cette semaine», a estimé Jeffrey Halley, analyste de Qanda. L'Iran a annoncé mardi son intention de «commencer à enrichir l'uranium à 60 %», niveau qui le rapprocherait d'une capacité d'utilisation militaire, deux jours après un «sabotage» de son usine d'enrichissement de Natanz, que Téhéran impute à Israël.

L'enrichissement à 60 % marquerait une étape supplémentaire et inédite dans la violation des engagements pris par l'Iran en vertu d'un accord international conclu à Vienne en 2015 pour limiter son programme nucléaire, au moment même où des discussions doivent continuer en Autriche pour sauver ce pacte.

Selon M. Halley, ces développements éloignent «tout espoir de progrès» dans le cadre des négociations qui doivent reprendre cette semaine à Vienne, en Autriche, pour tenter de faire revenir les Etats-Unis dans cet accord.

Ils éloignent en conséquence le retour sur le marché du pétrole iranien soumis à embargo par Washington, vu comme une menace par les investisseurs puisque a priori difficile à absorber par un marché toujours fragilisé par la pandémie.

Les prix du brut ont aussi terminé en hausse dans l'attente de la publication hier du rapport

hebdomadaire des stocks américains, soulignait Louise Dickson de Rystad Energy.

Selon les prévisions médianes des analystes interrogés par Bloomberg News, les réserves commerciales de brut devraient reculer pour la 3^e semaine d'affilée à hauteur de -2,7 millions de barils tandis que les stocks d'essence et de produits distillés devraient augmenter de près d'un million de barils chacun.

Les investisseurs ont par ailleurs accueilli mardi les chiffres des Douanes chinoises traduisant une économie au beau fixe, signal positif pour la consommation de pétrole dans le pays.

Les ventes de produits chinois à l'étranger ont connu en mars une forte hausse de 30,6 % sur un an le mois dernier – un chiffre cependant inférieur aux attentes des analystes – et les importations ont bondi de 38,1 % sur la même période.

S. K.

Monnaies

Le dollar au plus bas en plus de trois semaines face à l'euro

LE DOLLAR poursuivait son recul face à l'euro au lendemain de chiffres sur l'inflation en ligne avec les attentes du marché et avant une intervention de Jerome Powell, président de la Banque centrale américaine (Fed). Hier matin, le dollar cédait 0,16 % face à l'euro, à 1,1967 dollar pour un euro, après avoir atteint 1,1974 dollar, un plus bas depuis plus de trois semaines.

«L'inflation est au cœur des préoccupations des investisseurs, qui se demandent si la hausse des prix ne pourrait pas pousser la Fed à resserrer sa politique monétaire très accommodante, ce qui avait dopé récemment le prix du dollar», a commenté Ricardo Evangelista, analyste.

Des taux directeurs plus élevés rendraient le dollar plus attractif. Mais pour l'instant, la Fed insiste sur le fait qu'elle acceptera une hausse temporaire de l'inflation sans agir, pour éviter d'étouffer la reprise économique dans l'œuf.

Si l'inflation s'est bien fortement accélérée en mars, à 2,6 % sur un an selon les données publiées mardi par le département du Travail, cela n'a pas suffi à faire monter le dollar.

Le président de la Fed, Jerome Powell, devait être interviewé plus tard dans la journée, l'occasion pour les cambistes de voir comment il réagit à la hausse de l'inflation.

«La volatilité à court terme pourrait grimper s'il change son message, pour l'instant toujours très accommodant», a prévenu l'analyste, Jeffrey Halley.

R. E.

Coopération bilatérale /Finance

Benabderrahmane s'entretient avec l'ambassadeur d'Ukraine

Le ministre des Finances, **Aïme Nene Benabderrahmane**, s'est entretenu, mardi à Alger, avec l'ambassadeur de la République d'Ukraine en Algérie, Maksym Subkh, sur les différents aspects de la coopération économique bilatérale, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Selon la même source, cette entrevue a «permis aux deux parties de passer en revue les différents aspects de la coopération économique bilatérale, ainsi que les voies et moyens à mettre en œuvre pour la développer et la renforcer davantage,

dans un intérêt mutuel».

«Tout en marquant leur satisfaction quant au niveau atteint par les relations économiques entre les deux pays, il a été établi l'existence d'un énorme potentiel dans les divers domaines, lequel potentiel a besoin d'être exploité pour hisser le niveau des relations bilatérales à un stade plus élevé», rapporte le communiqué.

L'ambassadeur ukrainien a présenté, à cette occasion, un point de situation sur les réformes économiques engagées, au cours de ces dernières années, par le gouvernement de

son pays pour améliorer le climat des affaires et l'attractivité des investissements directs étrangers.

En relevant les multiples similitudes partagées entre les deux pays, M. Benabderrahmane a souligné, à cet égard, la nécessité d'une intensification des rencontres et des échanges entre les opérateurs économiques des deux pays, afin de donner «une impulsion vigoureuse» aux échanges bilatéraux.

Les deux parties ont convenu d'accompagner ces initiatives sur le plan institutionnel par des actions destinées, notamment, à

conforter le cadre juridique et le dispositif conventionnel bilatéral. De plus, le ministre des Finances a exprimé le souhait de voir davantage de projets communs entre les entreprises des deux pays et l'orientation de ces partenariats vers des secteurs productifs, contribuant ainsi à la diversification de l'économie algérienne.

Il a fait également part de sa confiance quant au développement, dans un avenir proche, d'une relation bilatérale diversifiée et mutuellement avantageuse.

Atik B.

Gestion des déchets

Une antenne de l'AND bientôt ouverte à Tamanrasset

■ Une antenne relevant de l'Agence nationale des déchets (AND) sera ouverte dans la wilaya de Tamanrasset, a annoncé, mardi à Tamanrasset, la ministre de l'Environnement, M^{me} Dalila Boudjemaâ.

Par Siham N.

«**D**es instructions ont été données pour ouvrir une antenne de l'AND dans la wilaya de Tamanrasset, en vue de renforcer les recherches et efforts de gestion, traitement et valorisation des déchets», a indiqué la ministre lors de l'inspection d'un parc urbain à Tamanrasset, au deuxième jour de sa visite de travail dans la wilaya, en compagnie du ministre des Ressources en Eau, Mustapha Kamel Mihoubi.

L'ouverture de pareilles installations contribuera à la conclusion de conventions avec les universités pour le développement de l'exploitation des déchets, dont ceux organiques, a estimé M^{me} Boudjemaâ avant de faire part de l'envoi éventuel d'une mission de l'université de Batna vers Tamanrasset pour développer les expériences en matière de bioénergie.

Elle a mis l'accent, en outre, sur le montage de micro-entreprises spécialisées dans le tri et le recyclage des déchets.

Après avoir écouté un exposé exhaustif sur les activités menées par la Maison de l'Environnement, la ministre a mis en avant la nécessité d'établir des fiches techniques sur la situation du phénomène de la remontée des eaux, la chaîne des foggaras dans cette wilaya et l'examen des voies de financement par le Fonds mondial de l'environnement par souci de prendre en charge ce volet.

Le ministre des Ressources en eau, Mustapha Kamel Mihoubi, a insisté, lors de la visite de l'exutoire sis près de la localité de Takrembaït, à Tamanrasset, sur la révision de ce projet d'assainissement, car n'étant pas une solution durable qui remédie aux problèmes engendrés par les eaux usées et ses effets néfastes sur l'homme et son environnement.

M. Mihoubi a appelé, à ce titre, à élaborer une étude

«urgente» pour la réhabilitation et l'extension de ce projet, qu'il appartient d'opérer selon des normes internationales à travers le système de lagunage et d'épuration pour alimenter les industriels et agriculteurs en eau traitée. La ministre de l'Environnement, qui a qualifié cette situation d'«inacceptable», a insisté sur la nécessité de rattraper la situation par la réalisation d'une station de traitement répondant aux standards internationaux.

La délégation ministérielle s'est par la suite enquis du projet d'alimentation en eau potable des localités de Takrembaït et Amsel, à réceptionner en mai prochain, dans le cadre du mégaprojet de transfert de l'eau d'In-Salah vers Tamanrasset.

Le ministre des Ressources en eau a, sur site, mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la réalisation du projet, dont les délais fixés à 14 mois, en vue de permettre à la population d'en tirer profit.

La ministre de



l'Environnement a fait savoir, lors de l'inspection du centre d'enfouissement technique (CET) de Tamanrasset, qu'une opération de réalisation d'un nouveau CET sera inscrite pour remplacer l'ancienne saturée.

M^{me} Boudjemaâ a appelé, à cette occasion, à une gestion efficace en matière de traitement des déchets, tri et valorisation

avant leur enfouissement, mettant en avant l'importance de la création d'unités de recyclage et de valorisation, l'octroi d'avantages aux responsables de la collecte des déchets pour le montage d'entités et leur formation en vue de mettre en place une chaîne de traitement de déchets.

S. N.

Rejet des eaux de Fukushima

La Chine dénonce une décision «irresponsable» du Japon

PÉKIN A QUALIFIÉ mardi d'«irresponsable» la décision du Japon de rejeter à la mer les eaux issues de la centrale nucléaire de Fukushima, accidentée en 2011.

La mesure annoncée par Tokyo «est irresponsable au plus haut point et va gravement nuire à la santé et à la sûreté publiques dans le monde ainsi qu'aux intérêts vitaux des pays voisins», a dénoncé, dans un communiqué, le ministère chinois des Affaires étrangères.

Le gouvernement japonais a annoncé mardi qu'il allait rejeter à la mer, après traitement, plus d'un million de tonnes d'eau issue de la centrale de Fukushima, envahie par le tsunami du 11 mars 2011.

Cette opération ne devrait pas commencer avant deux ans et pourrait prendre des décennies. Elle est contestée par les écologistes ainsi que par les pêcheurs et agriculteurs de Fukushima.

Pour Pékin, «l'océan est la propriété commune de l'humanité» et le rejet des eaux «n'est pas une question qui relève des affaires intérieures japonaises».

Le gouvernement chinois estime qu'une telle mesure ne devrait pas pouvoir être prise «sans autorisation» ni sans consultation et accord avec «les différents pays concernés» ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

T. H.

Déforestation liée aux importations

L'UE, 2^e responsable mondial après la Chine

Les importations de l'UE étaient responsables en 2017 de 16 % de la déforestation liée au commerce international dans le monde, ce qui fait en le 2^e plus gros responsable de «déforestation importée» du globe après la Chine, dénonce, hier, un rapport de WWF.

Via ses importations de soja, d'huile de palme, de bœuf, mais aussi de produits du bois, de cacao et de café, l'UE a contribué indirectement, en 2017, à la disparition de 203 000 hectares de forêts tropicales, converties en terres agricoles, selon l'organisation environnementale.

C'est l'équivalent de 116 million tonnes de CO₂, soit le total des émissions de gaz à effet de serre émis par la Belgique la même année, précise le rapport,

fondé sur l'analyse fine d'images satellitaires et de statistiques agricoles et commerciales.

Au total, le commerce international de produits agricoles a entraîné, en 2017, l'élimination de 1,3 million d'hectares de forêts tropicales et l'émission de 740 millions de tonnes de CO₂, soit l'équivalent d'un cinquième des émissions de l'UE sur l'année. Devant l'UE, les importations de la Chine représentaient 24 % de cette déforestation. A l'inverse, l'impact était bien moindre pour les importations de l'Inde (9 %), des Etats-Unis (7 %) et du Japon (5 %). Entre 2005 et 2017, les huit principales économies de l'UE (Allemagne, Italie, Espagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, France, Belgique et Pologne) ont été responsables de 80 % de la «déforestation

importée du bloc», précise le rapport, la France causant à elle seule via ses importations la disparition de 26 300 hectares par an en moyenne. «La déforestation tropicale et la conversion des écosystèmes associées aux importations sont une mesure quantifiable, et ne peuvent plus être ignorées», insiste Michael Lathuilière, responsable de l'équipe de «cartographie des chaînes d'approvisionnement» à l'Institut de l'environnement de Stockholm. Ses données – qui ont nourri le rapport de WWF – établissent «des liens clairs entre la consommation de l'UE, notamment de soja et de bœuf, et la disparition non seulement de forêts mais également de zones humides et prairies en Amérique du Sud», insiste-t-il. De fait, en 2018, quelque 23 % des importa-

tions européennes de soja – essentiellement destinées à la nourriture d'élevage – provenaient de la savane du Cerrado (Brésil/Paraguay/ Bolivie), l'une des régions les plus menacées du continent, selon WWF.

«Pour l'heure, l'UE fait partie du problème, mais avec la législation appropriée, nous pouvons être une partie de la solution», soutient Anke Schulmeister-Oldenhove, responsable de l'ONG en charge des forêts.

Les eurodéputés ont voté en octobre un rapport réclamant à la Commission européenne un tour de vis de l'UE contre la déforestation, en renforçant la traçabilité des produits susceptibles d'y contribuer et en exigeant que Bruxelles en tienne compte dans ses accords commerciaux.

Faten D.

Népal/Biodiversité

La population de rhinocéros en hausse

La population de rhinocéros au Népal a augmenté de plus de 100 individus au cours des six dernières années, ont indiqué les autorités.

Cette population, qui vit dans quatre parcs des plaines du sud du pays, était de 645 en 2015 et est désormais de 752, a annoncé, samedi, le département des parcs nationaux et de la protection de la faune sauvage.

«L'augmentation de la population est une nouvelle enthousiasmante», a déclaré le porte-parole

de ce département, Haribhadra Acharya, cité par des médias. «Mais des défis demeurent, notamment pour augmenter les zones d'habitat de cet animal afin de permettre que cette croissance se poursuive», a-t-il ajouté. Des milliers de rhinocéros à une corne peuplaient jadis ces plaines, mais la destruction de leur habitat et le braconnage a fait tomber leur population à une centaine dans les années 1960.

Depuis 1994, le Népal réalise un recensement tous les cinq

ans, pour évaluer les efforts de protection de cette espèce considérée comme vulnérable par l'Union internationale pour la conservation de la nature. Lors du premier recensement en 1994, 466 rhinocéros avaient été comptabilisés.

Ce recensement, qui avait été reporté d'un an en raison du nouveau coronavirus, a mobilisé 250 personnes qui ont parcouru les parcs pendant près de trois semaines, chevauchant près de 60 éléphants. Le comptage a été

fait à l'aide d'équipements GPS, de jumelles et de caméras.

«Les rhinocéros ont été comptés selon une méthode d'observation directe, à 100 mètres de distance», selon M. Acharya. Pendant le recensement, un maître-éléphant a été attaqué et tué par un tigre.

Au total, 26 rhinocéros sont morts au Népal l'année dernière, dont quatre en raison du braconnage, selon les autorités népalaises.

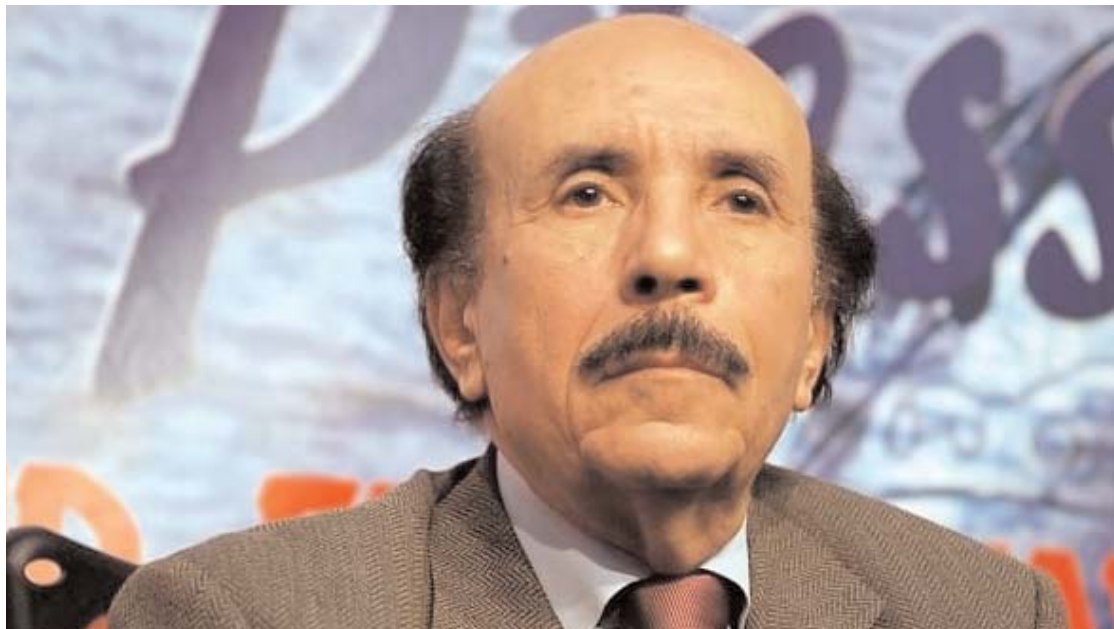
O. N.

Le cinéaste sera chargé de la culture et de l'audiovisuel

Ahmed Rachedi nommé Conseiller auprès du président de la République

■ Une bonne nouvelle pour le secteur de la Culture : le cinéaste Ahmed Rachedi, un des réalisateurs algériens les plus connus et les plus expérimentés, a été nommé, mardi, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au poste de Conseiller auprès du président de la République, chargé de la culture et de l'audiovisuel.

Ph./D.R.



Par Adéla S.

Les artistes de différentes disciplines comptent sur lui dans la prise des décisions pour améliorer l'art et la culture dans notre pays, puisque c'est un homme de terrain et connaît bien les problèmes du secteur.

Réalisateur de nombreux films historiques et biopics, membre de la première unité cinématographique du Front de libération nationale pendant la

guerre de Libération, directeur d'établissements publics de production cinématographique (Oncic...) puis producteur indépendant, Ahmed Rachedi a été nommé au poste de Conseiller auprès du président de la République, chargé de la culture et de l'audiovisuel. Sa longue expérience dans le secteur de la culture va beaucoup servir pour prendre des décisions concrètes afin d'améliorer la situation des artistes et de l'art dans notre pays.

Natif de Tébessa en 1938, Ahmed Rachedi a fait ses premiers pas dans la première unité cinématographique du FLN avec René Vautier et Mohamed Chandlerli, avant de signer ses premiers films au lendemain du recouvrement de l'indépendance. Il se fera connaître avec «L'aube des damnés» (1965) et «L'opium et le bâton» (1971), adapté du roman éponyme publié en 1965 par Mouloud Mammeri, et présenté à la quinzième des réalisateurs au Festival

de Cannes.

En 1970, alors qu'il dirige l'Office national pour le commerce et l'industrie cinématographique (Oncic), il prend part à la production du célèbre film «Z» du réalisateur Costa Gavras qui décroche l'Oscar du meilleur film en langue étrangère pour le compte de l'Algérie.

En tant que réalisateur Ahmed Rachedi signe également des films comme «Le doigt dans l'engrenage», «Ali au pays des mirages», primé au Festival

de Carthage, ou encore «Le moulin de monsieur Fabre», en plus de nombreux documentaires.

Depuis 2009, il s'est complètement consacré aux films historiques en réalisant plusieurs biopics dédiés à la vie et au parcours de figures de la guerre de Libération nationale. Il a sorti le long métrage «Mostefa Ben Boulaïd» en 2009, qui sera suivi en 2015 de «Krim Belkacem», film historique sur le parcours de cette figure de la révolution, et de «Loffi», dédié au parcours du Colonel Lotfi.

En 2018, il sort son dernier film «Les sept remparts de la citadelle», adapté du roman éponyme écrit par Mohamed Maarfia.

En plus d'avoir collaboré avec des monuments du cinéma et du théâtre algérien à l'instar de Sid Ali Kouiret, Rouïched, Mustapha Kateb, Hassan El Hassani, Larbi Zekkal ou encore Mahieddine Bachtarzi, il a également participé avec ses œuvres à révéler plusieurs jeunes talents du cinéma algérien à l'instar de Hassan Kechache, Youcef Sehairi ou encore Samy Allam. **A. S.**

Retour du Festival d'Edimbourg au mois d'août L'évènement sera organisé en plein air

LE FESTIVAL d'Edimbourg, plus grand évènement mondial de spectacle vivant, dont l'édition 2020 a dû être annulée pour cause de pandémie de Covid-19, se tiendra bien cette année du 7 au 29 août mais en extérieur, ont annoncé, mardi, les organisateurs, repris par des médias.

«Nous sommes ravis d'annoncer qu'en août 2021, le Festival international d'Edimbourg renouera avec la scène», a déclaré dans un communiqué le directeur de l'évènement, Fergus Linehan.

Pour tourner la page de l'annulation de l'édition 2020, la première en plus de 70 ans, les spectacles se tiendront notamment sur trois scènes en plein air spécialement conçues, installées dans des lieux emblématiques de la capitale écossaise. Parmi les mesures qui seront mises en place : espacement des sièges, spectacles plus courts et sans entracte, billetterie sans contact.

La programmation, qui mêlera opéra, musique classique et contemporaine, mais aussi théâtre, sera annoncée le 2 juin, avant l'ouverture des réservations le 11 juin.

Le festival, créé en 1947, attire chaque année quelque 4,4 millions de personnes et 25 000 artistes de plus de 70 pays. **D. R.**

Activité muséale dans le monde

Baisse des fréquentations et chute des recettes

La fréquentation des musées dans le monde s'est effondrée de 70 % en 2020 à cause des fermetures liées à la pandémie de coronavirus qui a entraîné une chute conséquente des recettes tirées du secteur muséal, selon les résultats d'une enquête en ligne menée en mars dernier par l'Organisation des Nations unies

pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

«En 2020, les musées ont été fermés 155 jours en moyenne et nombre d'entre eux ont subi de nouvelles fermetures depuis le début de l'année, ce qui a entraîné une diminution de 70 % de leur fréquentation et une chute des recettes de 40 à 60 % en moyenne par rapport aux résul-

tats de l'année d'avant», détaille ce bilan. Ce bilan touchant 104 000 établissements révèle également une baisse des subventions publiques pour près de la moitié des musées des Etats membres ayant répondu à cette enquête, une diminution parfois drastique atteignant les 40 %.

Les fermetures prolongées, la baisse vertigineuse des fréquen-

tations et des recettes pèsent sur l'organisation du secteur muséal, en rendant aussi plus difficile les mesures de conservation ou de sécurité des établissements, relèvent les auteurs du rapport qui recommandent notamment la mise en place d'une politique numérique d'envergure pour l'inventaire des collections. **M. K.**

Décès

L'écrivain Bernard Noël est mort

Le poète et romancier Bernard Noël, auteur d'une œuvre foisonnante sur l'art et la politique, est mort à l'âge de 90 ans, a annoncé ce mardi 13 avril son éditeur, P.O.L. «Les éditions P.O.L. ont la très grande tristesse de faire part de la mort de Bernard Noël à 90 ans», a indiqué sur Twitter la maison d'édition, qu'il avait rejointe en 1988.

«Écrivain et poète engagé, romancier, historien, reporter,

polémiste, sociologue, critique d'art, éditeur, il a publié vingt-cinq livres aux éditions P.O.L.», a-t-elle rappelé.

Né en 1930 à Sainte-Geneviève-sur-Argence, dans l'Aveyron, élevé par ses grands-parents, il s'était lancé dans des études de journalisme à Paris, qui l'ont amené vers sa vraie vocation, la littérature.

Après des poèmes à faible diffusion, il a connu la notoriété grâce au scandale d'un roman

érotique de 1969 qui lui vaut des poursuites pour outrage aux bonnes mœurs, «Le Château de Cène». Il expliquait s'être libéré avec ce livre, sous le pseudonyme d'Urbain d'Orlhac, du traumatisme de sa génération, la guerre d'Algérie.

Condamné en première instance en 1973, il bénéficiera d'une amnistie après l'arrivée à la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. La dénonciation de la censure, de l'oppression et de la

violence, ainsi que l'amour de la peinture, font ensuite partie des constantes de son œuvre. En 1988 par exemple, sa première pièce de théâtre, «La Reconstitution», évoquait une bavure policière, quand un CRS avait abattu un jeune homme à Paris en 1986.

L'Académie française a consacré l'ensemble de son œuvre poétique en 2016 avec son Grand Prix de poésie. **R. C.**



Afghanistan

Vers un retrait coordonné des États-Unis et de leurs alliés

■ Les États-Unis et leurs alliés s'orientaient, hier, vers un retrait coordonné de leurs troupes d'Afghanistan, que Joe Biden souhaite voir achevé le 11 septembre, le jour du 20^e anniversaire des attentats de 2001, malgré les craintes d'un retour en force des talibans.

Par Mourad M.

«**N**ous avons atteint les objectifs que nous nous étions fixés. Et maintenant, il est temps de ramener nos forces à la maison. Le Président Biden en parlera dans quelques heures aux États-Unis. Et je suis ici pour travailler en étroite collaboration avec nos alliés», a lancé le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, à son arrivée à Bruxelles avant une importante réunion au siège de l'Otan. La ministre allemande de la Défense, Annegret Kramp-Karrenbauer, a, à cet égard, déclaré le même jour que les contingents des pays de l'Alliance atlantique quitteraient «ensemble» et de manière «ordonnée» le territoire afghan.

Toute modification de la présence du Royaume-Uni en Afghanistan se fera «en accord avec les alliés et après consultation avec nos partenaires», a de

son côté souligné un porte-parole du gouvernement britannique, contacté par l'AFP.

«Nous allons entamer un retrait ordonné des forces restantes avant le 1^{er} mai et prévoyons d'avoir sorti toutes les troupes américaines du pays avant le 20^e anniversaire du 11-Septembre», a pour sa part annoncé un responsable américain. Joe Biden a en effet prévenu qu'il serait «difficile» de s'en tenir à la date butoir du 1^{er} mai, prévue pour ce retrait dans un accord conclu en février 2020 par son prédécesseur Donald Trump avec les insurgés.

En repoussant ainsi de plus de quatre mois l'échéance, le président américain a provoqué l'ire de ces derniers.

«Tant que toutes les forces étrangères n'auront pas achevé leur retrait de notre pays, nous ne participerons à aucune conférence censée prendre des décisions sur l'Afghanistan», a tweeté un porte-parole des talibans au

Qatar, Mohammad Naeem, alors que la Turquie venait d'annoncer des pourparlers de paix «de haut niveau» du 24 avril au 4 mai à Istanbul. «Nous avons dit aux talibans, sans la moindre ambiguïté, que nous répondrons avec force à toute attaque contre les soldats américains pendant que nous procédons à un retrait ordonné et sûr», a quant à lui dit le même responsable américain.

Les rebelles afghans ont récemment menacé de riposter par la force en cas de dépassement de la date du 1^{er} mai.

Malgré l'accord américano-taliban de 2020, la violence demeure à un niveau très élevé sur le terrain entre les insurgés et les forces afghanes.

Dans une récente lettre adressée au président afghan Ashraf Ghani, Antony Blinken a prévenu qu'un retrait américain pourrait entraîner «des gains territoriaux rapides» de la part des talibans. Et le renseignement américain a estimé, dans un rapport paru mardi, que le gouvernement afghan allait «peiner à résister» en cas de départ de la coalition internationale. Les États-Unis sont intervenus en Afghanistan dans la foulée des attentats contre les tours jumelles de New York et le Pentagone. Ils ont chassé du pouvoir à Kaboul les talibans, accusés d'avoir accueilli le groupe jihadiste Al-Qaïda responsable des attentats, mais se sont ensuite enlisés. Au plus fort de leur présence, en 2010-2011, quelque 100 000 militaires américains étaient déployés en Afghanistan. L'ex-président Barack Obama avait ramené ces



PH. > D. R.

effectifs à 8 400 hommes, puis son successeur Donald Trump poursuivi le retrait : il ne reste plus que 2 500 soldats américains en Afghanistan.

Au total, la mission «Resolute Support» de l'Otan implique 9 600 militaires de 36 pays.

Pour mettre fin à la plus longue guerre des États-Unis, dans laquelle plus de 2 000 Américains ont été tués, le gouvernement de Donald Trump avait conclu à Doha, au Qatar, un accord historique avec les talibans. Il prévoyait le retrait de toutes les forces américaines et étrangères avant le 1^{er} mai prochain, à condition que les insurgés empêchent à l'avenir à tout groupe terroriste d'opérer à partir des territoires afghans qu'ils contrôlent. Les talibans devaient aussi entamer des négociations de paix directes inédites avec le gouvernement de Kaboul. Ces pourparlers, qui piétinent depuis leur ouverture en septembre, devaient être relancés par la conférence d'Istanbul.

Mais une absence des talibans se traduirait par une nouvelle impasse.

Le responsable américain a néanmoins prévenu que le retrait se ferait «sans conditions».

Comme Donald Trump, et à l'unisson d'une opinion américaine de plus en plus lasse des interventions meurtrières et coûteuses à l'autre bout du monde, Joe Biden a promis de «mettre un terme aux guerres sans fin de l'Amérique».

Mais il avait évoqué, pendant la campagne pour la présidentielle de novembre, la possibilité de maintenir un petit contingent pour la lutte antiterroriste en Afghanistan.

Finalement, il n'en est plus question. Les forces affectées au contre-terrorisme seront redéployées en dehors de ce pays et la seule présence militaire américaine sur place après le 11 septembre sera vouée à la protection des diplomates des États-Unis, a expliqué le responsable qui a détaillé la position du président à la presse.

La classe politique américaine était divisée face à l'annonce du retrait.

La plupart des démocrates, mais aussi plusieurs témoins trumpistes, ont salué le rapatriement tant attendu des soldats.

Mais d'autres, dans les deux camps, ont déploré un départ «prématuré».

M. M.



Commentaire

Candidat

Par Fouzia Mahmoudi

Jean-Luc Mélenchon qui avait reçu près de 20 % des voix à l'élection présidentielle de 2017 pourrait, dans une année, ne pas être le seul candidat d'extrême-gauche à l'élection présidentielle. Par ailleurs, tous les sondages et les intentions de vote en direction du dirigeant de La France Insoumise ne cessent de baisser et nombre de ses anciens sympathisants affirment ne plus se reconnaître dans la ligne politique de LFI aujourd'hui. Pourtant, Mélenchon avait encore l'espoir de rassembler autour de sa candidature en cas de ralliement des autres partis de gauche, notamment les écologistes et les communistes. Mais il semblerait que loin de réussir à les réunir, il a poussé ses anciens alliés à présenter leurs propres candidats. C'est le cas aujourd'hui du Parti Communiste Français (PCF), qui faisait liste commune avec Mélenchon depuis dix ans mais qui a décidé aujourd'hui de se présenter seul. En effet, Fabien Roussel a annoncé cette semaine qu'il s'engage dans la course à l'Élysée. Le secrétaire national du PCF a été investi, ce dimanche, candidat à la présidentielle de mai 2022 par une large majorité. Plus de 73 % des 889 membres de la conférence nationale des communistes ont approuvé son investiture, au cours d'une visioconférence ce week-end. «Je demande aux autres forces de gauche et aux écologistes de respecter notre choix», a déclaré Fabien Roussel après le vote, en avertissant qu'il irait «jusqu'au bout». Et d'ajouter : «Travaillons ensemble dans le respect de nos diversités», lançant un appel à toute la gauche, partis et citoyens, pour «conclure un pacte» pour 2022. 73,57 % des 889 délégués ont voté en faveur d'une candidature du secrétaire national de leur parti. Les deux autres candidats, Emmanuel Dang Tran (militant à Paris 15) et Grégoire Munck (Val-de-Marne) ont chacun obtenu 1,97 % des voix. 22,48 % se sont abstenus. Pour autant, il n'est pas encore certain que Fabien Roussel soit bel et bien candidat : les quelque 50 000 adhérents communistes doivent encore valider sa candidature le 9 mai prochain. Roussel avait été élu secrétaire national en 2018 sur la promesse que le PCF aurait un candidat en 2022. En interne toutefois, il fait face à une mini-fronde, 200 cadres et militants environ s'opposant à une candidature PCF en 2022. Marie-George Buffet, ex-ministre et ex-numéro un du PCF, qui fut la candidate de son parti en 2007, a déjà apporté son soutien à Jean-Luc Mélenchon. Sans aller jusque-là, le député Sébastien Jumel a estimé, en «homme de gauche», qu'il faudrait «choisir le meilleur d'entre nous pour porter la bataille contre Macron». Reste à voir si les adhérents feront le choix de soutenir une fois encore Mélenchon, dont la ligne politique a fortement dévié depuis 2017 et dont la popularité ne cesse de baisser, ou s'ils choisiraient de porter leur propre candidat au scrutin présidentiel d'avril de l'année prochaine.

F. M.

Somalie

Le président signe une loi controversée prolongeant son mandat de deux ans

Le président somalien, Mohamed Abdullahi Mohamed, dit «Farmajo», a signé une loi controversée prolongeant de deux ans son mandat expiré en février, aggravant la crise politique dans ce pays déjà miné par les violences.

«Le chef de l'État somalien a promulgué la résolution spéciale guidant les élections du pays, après son adoption à l'unanimité par le Parlement lundi», a annoncé hier matin la radio nationale, Radio Mogadiscio. La communauté internationale, États-Unis en tête, a mis en garde contre cette résolution qu'elle considère comme une menace pour le fragile équilibre politique du pays.

Le président du Sénat somalien a également jugé inconstitutionnel ce texte voté par la chambre basse. Il a été promulgué sans passer devant le Sénat, comme le prévoit le processus législatif. Cette nouvelle loi prévoit l'organisation d'élec-

tions d'ici à 2023, avec un retour au principe du «un homme, une voix», objectif ambitieux que les autorités s'étaient initialement fixé pour tenir les premières élections entièrement démocratiques depuis 1969. Mais l'organisation d'un scrutin au suffrage universel direct a échoué sur de multiples désaccords politiques et surtout pour des raisons sécuritaires. Afin de sortir de l'impasse, ce principe avait été abandonné dans un accord le 17 septembre entre le président Farmajo et cinq leaders régionaux.

L'accord prévoyait des élections présidentielles et législatives indirectes avant la fin du mandat présidentiel, en revisitant un système complexe où des délégués spéciaux choisis par de multiples chefs de clans élisent les parlementaires, qui votent ensuite pour le président.

Ce processus a également débouché sur une impasse, dont les leaders régionaux et le prési-

dent se rejettent la faute.

Depuis la fin de son mandat, le président Farmajo est jugé illégitime par l'opposition somalienne, et plusieurs tentatives de négociations ont échoué.

La communauté internationale a multiplié ces dernières semaines les appels à la tenue d'élections le plus rapidement possible. Les États-Unis, un des principaux alliés de la Somalie, se sont dits mardi «profondément déçus» par la volonté de prolonger le mandat présidentiel. Cela «créerait de profondes divisions, saperait le processus de fédéralisme et les réformes politiques qui ont été au cœur des progrès du pays et de son partenariat avec la communauté internationale, et détournerait l'attention de la lutte contre les shebab, les islamistes somaliens affiliés à al-Qaïda», a estimé, mardi, le secrétaire d'État américain, Anthony Blinken, dans un communiqué.



USM Bel-Abbès
Cinq départs et aucune arrivée lors du mercato

L'EFFECTIF de l'USM Bel-Abbès, pensionnaire de la Ligue 1 de football, a connu une véritable saignée au cours du mercato «printanier», clôturé dimanche, avec le départ de pas moins de cinq joueurs. Il s'agit de Lit (ASO Chief), Haroun (JS Kabylie), Belebna (ES Sétif), Baouche (USM Alger) et Kedacha (sans club), sachant que les quatre premiers cités sont des titulaires indiscutables. La mission des «Vert et Rouge», menacés de relégation, sera délicate lors de la deuxième partie de la saison. Cela se passe au moment où la direction du club n'a pu pallier le départ de ces éléments, vu que la formation est interdite de recrutement à cause de ses dettes auprès de la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL). L'entraîneur Moez Bouakkaz, qui a pris les rênes techniques de

l'équipe lors des derniers matchs de la phase aller, devra ainsi recourir à des joueurs de l'équipe de réserve pour faire face aux échéances qui attendent sa formation, notamment dans la course au maintien. Sur un autre registre, le club de l'Ouest, secoué par une crise financière aiguë, devrait bénéficier prochainement d'une subvention provenant des autorités locales, à même de lui permettre de souffler un peu, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la direction locale de la jeunesse et des sports. Cette subvention, émanant de la wilaya et de l'APW de Sidi Bel-Abbès, a été décidée par le wali «dans le cadre de l'accompagnement par les autorités locales de l'équipe évoluant en Ligue 1 de football, afin de l'aider à dépasser la conjoncture difficile qu'elle traverse», précise-t-on de même source.

AGE de la FAF ce soir à l'hôtel Sheraton

Simple formalité pour Charaf-Eddine Amara

■ C'est ce soir (22h) qu'aura lieu l'AG électorale de la Fédération algérienne de football (FAF) à l'hôtel Sheraton d'Alger.



Amara président de la FAF ?

Par Mahfoud M.

Cette AG vient cinq jours seulement après l'AG ordinaire qui s'est tenue le 10 avril dernier pour approuver les bilans. Elle sera certainement suivie avec attention par les férus de la balle ronde nationale, puisqu'il s'agira d'élire un nouveau patron de la FAF, avec la fin de mandat de Kheireddine Zetchi, qui ne se présentera pas à sa propre succession, après la détérioration de sa relation avec les autorités qui ne souhaitaient pas le voir continuer. Pour l'AG de ce soir, il y aura, c'est devenu une habitude, un seul candidat à proposer aux membres de l'Assemblée générale. Il est clair qu'il n'y aura donc pas de surprise et que l'élection de Charaf-Eddine Amara (56 ans) passera comme une lettre à la poste, une simple formalité pour lui. D'ailleurs, l'actuel président directeur général du groupe Madar qui préside aux destinées du CR Belouizdad, ne se serait

pas présenté s'il n'avait pas su avoir les coudées franches. Même s'il a un court vécu en football, avec seulement deux années à la tête du Chabab, certains pensent que c'est un bon gestionnaire et pourrait réussir sa nouvelle mission. Il sera appuyé par d'anciens dirigeants de clubs et membres du précédent bureau fédéral, à savoir Gasmi, Bahloul et Meddane qui étaient avec Zetchi. Amara aura du pain sur la planche, surtout que son prédécesseur a mis la barre haute avec le sacre africain réussi en 2019, en plus de l'implantation d'académies dans de nombreuses régions du pays pour tenter de lancer la formation, et il devra surtout organiser l'AGEX pour faire passer les nouveaux amendements des statuts de la Fifa.

Les travaux de l'AG électorale de la FAF débiteront par la nomination des membres pour contrôler le procès-verbal (bureau de session), suivie de l'allocution du président de la Commission électorale et de

l'élection du bureau de vote. Charaf-Eddine Amara présentera ensuite aux membres de l'AG son programme de développement, avant d'entamer l'opération de vote. Les membres du bureau de vote procéderont ensuite au dépouillement des bulletins et à la proclamation des résultats.

M. M.

La Liste complète : Pour le poste de président de la FAF :

Charaf-Eddine Amara
Pour les postes de membres du bureau fédéral : Mouldi Aïssaoui, Amar Bahloul, Yacine Benhamza, Rachid Gasmi, Mohamed Ghouti, Bachir Mansouri, Mohamed Maouche, Hakim Meddane, Rachid Oukali, Larbi Oumamar, Djilali Touil et Nassiba Laghouati

Pour les postes de membres suppléants du bureau fédéral : Mohamed Douas, Ahmed Kharchi, Baghdad Mebarki, Slimane Yamani et Fadila Chachoua.

Compétitions interclubs de la CAF (1/4 de finale)
Tirage au sort le 30 avril au Caire

LE TIRAGE AU SORT des quarts de finale de la Ligue des champions et Coupe de la Confédération sera effectué le vendredi 30 avril au Caire, à indiqué la Confédération africaine de football (CAF) mardi.

Deux clubs algériens, le CR Belouizdad et le MC Alger, ont composé leur billet pour les quarts de finale de la Ligue des champions à l'issue de la sixième et dernière journée de la

phase de poules, disputée vendredi et samedi derniers.

En revanche, les huit clubs qualifiés pour les quarts de finale de la Coupe de la Confédération seront connus à l'issue des rencontres de la sixième et dernière journée prévues le 28 avril.

Deux clubs algériens, l'ES Sétif et la JS Kabylie, sont toujours en lice pour une éventuelle qualification en quarts.

Angleterre

Cresswell élogieux envers Mahrez

CONSIDÉRÉ comme l'un des hommes forts de David Moyes à West Ham, l'arrière gauche anglais, Aaron Cresswell, n'a pas tari d'éloges en direction de l'international algérien, Riyad Mahrez. «Quelqu'un que j'ai beaucoup affronté, et contre qui j'ai eu souvent du mal à me défendre est Mahrez, a confié le défenseur dans un entretien accordé à la chaîne Youtube de la Premier League. Vous pensez

qu'il va tirer et puis à la dernière seconde, il fait cette feinte. Son jeu est fantastique».

«Si vous ne vous l'attaquer pas et n'essayez pas de bloquer son tir, il marque et le gardien de but dit : "Pourquoi tu as pas essayé de bloquer le tir ?" Si vous bloquez le tir, puis il vous feinte à la dernière minute, le gardien de but dit : "Pourquoi n'avez-vous pas lu la feinte ?"», a-t-il enchaîné.

Ligue des champions d'Europe
Le PSG et Chelsea en demi-finales

LE PARIS SG s'est qualifié dans la souffrance pour les demi-finales de Ligue des champions, qu'il disputera pour la deuxième année d'affilée, malgré une défaite 1-0 mardi en quarts retour face au Bayern Munich, éliminé en vertu de la victoire parisienne à l'aller (3-2). Au Parc des princes, le PSG a dominé, trouvant trois fois les montants par Neymar avant que l'ancien Parisien Eric Maxim Choupo-Moting (40') ne mette les Bavarois à un but de la qualification. Mais les champions d'Europe en titre n'ont pas réussi à doubler la mise, laissant Paris décrocher la troisième demi-finale de C1 de son histoire après 1995 et 2020.

De son côté, Chelsea a perdu

1-0 contre Porto, mardi soir à Séville, mais cela ne l'a pas empêché aussi de se qualifier pour les demi-finales de la C1, grâce à sa victoire 2-0 au match aller. Les Portugais ont sauvé l'honneur dans les arrêts de jeu sur une reprise acrobatique de Mehdi Taremi. Les Blues, dirigés depuis fin janvier par Thomas Tuchel, n'ont plus joué les demi-finales de la C1 depuis 2014.

JSK-ESS (match retard)

L'Aigle Noir pour consolider son fauteuil

L'Entente de Sétif jouera ce soir à domicile au stade du 8-Mai-1945 face à la JS Kabylie, pour le compte d'un match en retard programmé durant la soirée. L'Aigle Noir fera tout ce qui est en son pouvoir pour réussir le

meilleur résultat possible et pourquoi pas damer le pion aux Canaris et décrocher les trois points. La mission sera, certes, difficile mais pas impossible, surtout que les Sétifiens ont prouvé leur solidité cette saison, que ce soit en championnat ou dernie-

rement en Coupe de la CAF, avec leur succès face aux Nigériens d'Enyemba. Les pouillains d'El Kouki savent ce qui les attend lors de cette rencontre et sont conscients du fait qu'ils doivent se sacrifier pour arriver à un bon résultat. Toutefois, la JSK ne se laissera certainement pas faire, d'autant plus qu'elle joue aussi pour une place sur le podium et souhaite donc repartir avec le meilleur résultat possible. L'essentiel est que le suspens sera entier lors de cette rencontre, même si elle se joue à huis clos, crise sanitaire oblige.

M. M.

CR Belouizdad

Sayoud, meilleur joueur de la J6 de la LDC

AMIR SAYOUD, le meneur de jeu du CR Belouizdad, a été élu meilleur joueur de la sixième journée de la Ligue des champions africaine.

Auteur de l'ouverture du score du Chabab contre les Sud-Africains de Mamelodi Sundowns, le milieu de terrain offensif a pesé de tout son

poids et de toute son expérience sur la défense adverse. Pour rappel, les Rouge et Blanc ont validé leur billet pour les quarts de finale de la compétition africaine lors de cette ultime journée de la phase de groupe. Ils connaîtront leur prochain adversaire le 10 avril prochain.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

3^e jour de ramadhan
Imsak : 04 : 33
Iftar : 19 : 26

Tribunal criminel de Ouargla

Six ans de prison ferme pour tentative d'homicide

UNE PEINE de six années de prison ferme a été prononcée hier par le tribunal criminel de Ouargla à l'encontre de Ch.Y (24 ans) pour tentative d'homicide.

Selon l'arrêt de renvoi, l'affaire remonte à novembre 2019 lorsque la sûreté de daïra de Touggourt a été alertée par le service des urgences médicales de l'hôpital de la ville sur la présence d'une victime blessée à l'arme blanche. L'enquête a révélé que l'affaire a débuté par une altercation au quartier Nezla entre Ch.Y et la victime Ch.S (31

ans) qui était en état d'ébriété, s'étant terminée par deux coups portés à la victime à l'aide d'une arme blanche, dont une au thorax.

Les blessures de la victime ont nécessité une intervention chirurgicale urgente et la prescription d'une incapacité de travail de 18 jours.

Devant la gravité des faits reprochés à Ch.Y, le représentant du ministère public a requis la peine maximale pour tentative d'homicide.

Slim O.

Bilan d'une semaine

Six éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés et 15 casemates détruites

SIX ÉLÉMENTS de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à Djelfa par des détachements de l'Armée nationale populaire qui ont également découvert et détruit 15 casemates pour terroristes à Mila, Boumerdès et Chlef, durant la dernière semaine, selon un bilan opérationnel de l'ANP publié mercredi.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont découvert et détruit 15 casemates pour terroristes à Mila, Boumerdès et Chlef, tandis que 6 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à Djelfa», est-il précisé dans ce bilan hebdomadaire.

Selon la même source, «des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions militaires, 40 narcotrafiquants».

Ces opérations menées «dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en

continuité des efforts intenses visant à venir à bout du fléau du narcotrafic dans notre pays, ont permis également la saisie d'immenses quantités de kif traité s'élevant à 24 quintaux et 23 kilogrammes, que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc».

Détaillant ce bilan, la même source précise que «14 narcotrafiquants ont été arrêtés lors d'opérations distinctes au niveau des territoires des 2^e et 3^e Régions militaires», par des détachements de l'ANP et les services de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières qui ont également «saisi 24 quintaux et 10 kilogrammes de kif traité».

En outre, «26 narcotrafiquants ont été appréhendés et 13 kilogrammes de la même substance, ainsi que 45 133 comprimés psychotropes ont été saisis dans diverses opérations menées dans les autres Régions militaires», ajoute-t-on.

K. L.

Axe routier RN 05/ Alger

Fermeture temporaire du pont métallique de Cinq Maisons

LE PONT MÉTALLIQUE situé sur l'axe routier RN05 Cinq Maisons (Alger) sera temporairement fermé, à partir d'aujourd'hui, pour une durée de 20 jours, et ce de 23h à 05h du matin, a indiqué, hier, un communiqué des services de la wilaya d'Alger.

Cette fermeture temporaire intervient en application de l'arrêt de la wali d'Alger portant fermeture du pont métallique situé sur l'axe routier RN05 Cinq Maisons, pour des travaux de réparation de l'auto-pont sur la RN05 reliant Bab Ezzouar à Alger, au niveau du croisement avec la ligne tramway de la commune d'El Harrach, selon la même source.

La Direction des travaux publics de la wilaya d'Alger procédera à la fermeture temporaire de ce pont, à partir de jeudi 15 avril 2021 pour une durée de 20 jours et ce, de 23h à 05h du matin.

La circulation sera normale pendant ces journées de 05h à 23h.

Elle sera déviée, pour les deux sens de la circulation, par la voie du tramway sous le pont et vers l'autoroute de l'Est.

La Direction des travaux publics de la wilaya d'Alger invite les usagers de la route à «emprunter d'autres axes routiers indiqués et de respecter les panneaux de la signalisation directionnelle et d'interdiction».

Ramadan c'est le mois du partage par excellence



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

La flambée des fruits et légumes au rendez-vous

■ La hausse enregistrée varie de 20 jusqu'à 80 dinars pour certains légumes, alors que les fruits demeurent hors de portée pour les petites bourses.

Par Hamid M.

Malgré les assurances données la veille par les services concernés, les prix des fruits et légumes ont connu une flambée générale à travers les quatre coins de la wilaya de Tizi Ouzou, en ce début du mois de ramadhan. La hausse enregistrée varie de 20

jusqu'à 80 dinars pour certains légumes, alors que les fruits demeurent hors de portée pour les petites bourses. Le kilogramme de pomme de terre est cédé entre 60 et 70 dinars, la tomate entre 140 et 150 DA, l'oignon varie entre 60 et 80 DA, le concombre est à 100 DA et la salade à 150 DA, le piment entre 120 et 140 DA, la carotte entre 60 et 80 DA et le haricot vert

entre 280 et 320 DA. Pour les fruits, le kilo d'orange est cédé entre 120 et 250 DA selon la variété, la banane de 260 à 300 DA, la pomme de 250 à 500 DA et les dattes de 350 à 800 DA. Les prix des viandes n'ont pas dérogé à la règle en enregistrant une hausse, notamment le poulet cédé entre 370 et 390 DA le kilogramme et la viande rouge de 1 150 à 1 350 DA. H. M.

DGSN

Nomination des chefs de sûreté des dix wilayas promues récemment

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL de la Sûreté nationale, Farid Bencheikh, a nommé les chefs de sûreté des dix nouvelles wilayas promues récemment, a indiqué, hier, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

«Dans le cadre de la mise en œuvre du plan du gouvernement au titre de l'année 2021 et qui a été concrétisé par la promotion

de dix circonscriptions administratives dans le Sud en wilayas à part entière, la DGSN a procédé à la nomination de dix chefs de sûreté de ces nouvelles wilayas», lit-on dans le communiqué.

Les nouveaux responsables ont été nommés parmi «les cadres jeunes et compétents de la Sûreté nationale et avaient occupé, lors de leur parcours

professionnel, plusieurs postes de responsabilité, à l'instar de chef-adjoint de sûreté des wilayas du nord».

Pour rappel, les nominations concernent les sûretés des wilayas suivantes : Timimoune, Bordj Badji Mokhtar, Béni Abbès, Ouled Djellal, In Salah, In Guezzam, Touggourt, Djanet, El M'Ghair, El Menia.

M. O.

Pour possession de psychotropes

Arrestation de trois individus à Alger

TROIS INDIVIDUS ont été arrêtés pour suspicion de possession illicite de psychotropes destinés à la vente, a indiqué, hier, un communiqué des services de Sûreté de la wilaya d'Alger.

Les éléments de la première sûreté urbaine de Tassala el Merdja (Bir Touta) ont arrêté deux individus pour possession illicite de psychotropes destinés à la vente, ajoute le document.

Une fouille minutieuse a permis la saisie de la somme de 18 665 DA, 9 ordonnances médicales vides cachetées, outre 7 bouteilles contenant une solution médicale et un véhicule touristique, précise la même source.

La brigade de la police judiciaire relevant de la circonscription administrative de Chéraga a réussi à mettre fin à l'activité illicite d'un suspect qui s'adonnait au trafic de substances hallucinogènes en milieu des jeunes, à Ain Benian, alors qu'il avait en sa possession 51 comprimés psychotropes et une somme de 6 000 DA générée de ce trafic.

La perquisition du domicile du suspect a permis la saisie de 196 comprimés psychotropes, 9 seringues médicales à l'état neuf et 10 000 DA.

Les accusés ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent.

L. M.